

# TEOROYA

Organe  
trihédomadaire  
édité par la Régie  
Nationale  
de l'Agence Guinéenne  
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ  
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

CE QUE NOUS DEVONS AVOIR TOUJOURS  
PRESENT A L'ESPRIT, C'EST QUE NOTRE  
ACTION REVOLUTIONNAIRE ENGAGE LE  
DESTIN HISTORIQUE DE TOUTE L'AFRIQUE,  
QU'ELLE DEBORDE PAR SON AMPLIEUR ET  
SON ESPRIT LES LIMITES DE LA NATION  
GUINEENNE.

SEKOU TOURE

## NOUVELLES DU MOMENT

Au Japon

### LA CHAMBRE HAUTE REPOUSSE la loi sur la non-violence politique

Le Conseil général des syndicats japonais a organisé le 3 juin des manifestations pour protester contre la décision mettant hors-la-loi la « violence politique ». Au cours de ces manifestations qui se sont déroulées dans tout le Japon, plus de 300 personnes, dont 58 policiers, ont été blessés. Les incidents ont été plus violents à Tokyo où 33 policiers ont été blessés. Le Conseil national des syndicats affirme que plus de 4 millions de Japonais ont manifesté dans 600 localités, pendant qu'une estimation officielle fixe le nombre à 120.000 dans 137 localités.

A Tokyo, 5.000 membres de la police spéciale ont gardé la Diète et 12 automobiles blindées ont surveillé la résidence du premier ministre M. Hayato Ikeda. Après le vote du projet de loi à la Diète, M. Dayi Ioka, député socialiste, a déclaré au cours d'une conférence groupant 40.000 manifestants dont des syndicalistes et des étudiants, que son parti se battrait « jusqu'au dernier » contre la loi qui ignore les droits fondamentaux de l'homme. « Nous devons faire usage de la force pour

récentement conclu entre le secrétaire d'Etat britannique aux colonies et sir Roy Welensky, premier ministre de la Fédération Rhodésienne-Nyassaland.

Le gouvernement britannique s'apprête à publier un livre blanc sur ce projet, que les nationalistes africains ont condamné et qualifié « de pacte entre blancs ». De leur côté, les radistes de sir Roy Welensky annoncent un soi-disant référendum en Rhodésie du Sud pour l'approbation de leur réforme constitutionnelle.

En ce qui les concerne, les nationalistes africains ont déclaré que toute loi ou tout projet qui ne reconnaît pas le droit sacré des populations à leur liberté entière et à leur indépendance, est voué à l'échec. Il est en effet impossible de faire quoi que soit en terre africaine sans la participation effective des représentants authentiques des populations africaines, qui sont les seuls dépositaires de leurs aspirations.

### M. JOHN TETTEGAH DÉNONCE LA C.I.S.L.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Accra, M. John Tettegah, secrétaire général de l'Union syndicale ghanéenne (T.U.C.) a violemment critiqué les manœuvres néo-colonialistes de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.)

Il a affirmé qu'au cours de la Conférence panafricaine, les agents de la C.I.S.L., tels que l'Américain Brown, ont essayé d'empêcher la création d'une Union Syndicale africaine indépendante.

Il a regretté que ces agents aient obtenu par la corruption du dollar et du franc, l'appui de quelques réactionnaires africains, que leur attachement à de sordides intérêts amenait à défendre le principe de l'inféodation des syndicats africains à des organisations étrangères.

Cependant, la Fédération Syndicale panafricaine est née. C'est un grand pas dans la libération de la classe ouvrière, donc des peuples africains, de même qu'une défaite sévère pour l'impérialisme et le colonialisme.

### NOUVELLE TENSION A PROPOS DE BERLIN

La situation de Berlin est unique dans l'histoire. Ancienne capitale de toute l'Allemagne, elle est coupée en deux par une ligne artificielle: les deux parties de cette capitale possèdent un système social différent. Berlin-Ouest est donc un îlot au milieu de la République Démocratique Allemande. La situation de Berlin est donc un des foyers de la tension internationale et dans les années écoulées elle a été l'étincelle qui pouvait transformer en guerre froide en conflit international.

Concernant Berlin-Ouest deux attitudes sont en présence. Les gouvernements de l'Union soviétique et de la République Démocratique Allemande proposent de transformer Berlin-Ouest en ville libre et démilitarisée, et le gouvernement de l'Allemagne occidentale voudrait intégrer Berlin-Ouest à la République Fédérale d'Allemagne.

Or les puissances occupantes de l'Allemagne de l'Ouest, les USA, la Grande-Bretagne et la France sont elles-mêmes opposées à ce que Berlin-Ouest soit incorporé en tant que Land dans l'organisation initiale de la République Fédérale d'Allemagne. Ainsi la lettre des gouverneurs militaires des puissances occidentales donnant leur

du Bundestag ou du Bundsrat et il ne sera pas gouverné par la Fédération ».

Or la République Fédérale d'Allemagne vient de décider la tenue à Berlin-Ouest d'une réunion du Bundsrat (Senat Ouest-Allemand). Par ailleurs depuis le début du mois de juin des réunions des différentes commissions du Bundestag y sont organisées.

L'Union Soviétique vient de protester contre ces faits qu'elle considère comme une nouvelle provocation. Elle s'est adressée aux trois puissances occidentales occupantes pour leur demander d'assumer toutes les conséquences qui en découleraient.

### UNE SOMBRE AFFAIRE DE MITRAILLETES

Sous la manchette « L'Allemagne de l'Ouest livre des armes au Portugal et à l'Angola » le journal *Ghanaian Times* faisait état dernièrement de livraison d'armes de l'Allemagne de l'Ouest au Portugal. Le correspondant à Luanda de ce journal faisait par ailleurs remarquer que les nouvelles troupes portugaises étaient armées de mitrailleteuses

### LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE



a-t-il conclu.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, le Japon a connu l'atmosphère d'émeute qui, l'an dernier, avait marqué la lutte du peuple contre l'alliance avec les Etats-Unis. Mobilisés par les socialistes, les syndicats et les étudiants, environ 150.000 personnes ont manifesté à Tokyo et à Kyoto. Armés de pierres et de bâtons, les manifestants ont paralysé des quartiers entiers de la capitale, mais se sont heurtés aux forces de police. On compte 600 blessés.

Dans la matinée du 7 juin, la majorité gouvernementale a renoncé à faire passer de force cette loi à la Chambre haute.

Tandis que les autorités coloniales de Salisbury ont été contraintes, sous la pression populaire, de libérer la plupart des membres du Congrès National Africain (parti dissous en 1959 par le Gouvernement), qui avaient été arbitrairement arrêtés et emprisonnés sans jugement depuis février 1959, le Parti National Démocratique Africain a décidé d'envoyer une délégation à Londres pour y rencontrer le premier ministre britannique.

Le but de cette délégation est d'empêcher la publication du projet de réforme constitutionnel sud-rhodésien.

## DU TRAVAIL

M. Raschid, ministre de l'Industrie, des Mines et du travail de Birmanie a été élu, à l'unanimité, président de la 45<sup>ème</sup> session de la conférence internationale du travail qui s'est ouverte mercredi à Genève au Palais des Nations. Dans son discours d'ouverture, M. George C. Lodge, (Etats-Unis), président du Conseil d'administration du Bureau International du Travail a particulièrement souligné l'importance croissante de l'Afrique au sein des réunions de l'O.I.T. Il a rappelé que depuis la dernière session 14 pays avaient été admis par l'O.I.T. et que tous, sauf un, sont des Etats africains. Parlant de la conférence de l'O.I.T. qui s'est tenue à Lagos en décembre dernier, M. Lodge a déclaré : « nous avons été témoins de la vigueur, de l'intelligence, de l'éclat et de la passion avec lesquels les nouveaux dirigeants africains ont revendiqué les droits qui leur sont assurés par les textes et les déclarations de l'O.I.T. ». L'orateur a ensuite rappelé que la conférence de Lagos avait invité les pays à ratifier les conventions de l'O.I.T. sur la liberté syndicale, la lutte contre la discrimination et

l'abolition du travail forcé. « Nous trahissons nos idéaux, a-t-il dit en conclusion, si nous ne poursuivons pas ces objectifs avec un zèle renouvelé. Il ne peut y avoir de paix lorsqu'une nation refuse à une race les droits et les privilèges dont bénéficie une autre ».

Un projet de résolution demandant le retrait de l'Union sud-africaine de l'O.I.T. a été déposé par les délégués gouvernementaux du Nigeria, MM. Salubi et Yusuf. L'assemblée a été saisie de plusieurs autres projets de résolutions parmi lesquels celui des délégués respectifs du Ghana et de la RAU. Ce projet de résolution souligne que dans certaines conditions, particulièrement dans les pays africains n'ayant encore pas acquis leur liberté, des abus graves sont constamment commis à l'égard des principes élémentaires de la déclaration des droits de l'homme.

## RECORD DE CHALEUR EN R. A. U.

Une vague de chaleur exceptionnelle vient de s'abattre sur la République Arabe Unie, provoquant de sérieux et fatigants inconforts. En effet, avec ses 48 degrés à l'ombre, le Caire vient de battre tous les records de chaleur. Les boissons fraîches, la glace et les fruits rafraîchissants sont devenus des articles de luxe.

Selon l'agence **France Presse**, la chaleur aurait coupé les communications téléphoniques en surchauffant l'appareillage des centraux automatiques au-delà de toute limite prévisible. Les fauves devenant d'une inquiétante nervosité, les vétérinaires ont dû intervenir plusieurs fois au zoo.

agrement à Constitution de Bonn du 12 mai 1949 déclare : « Berlin ne deviendra pas membre votant

## ÉTAT DE SIÈGE EN BOLIVIE

La Paz — l'Etat de siège a été proclamé jeudi à Bolivie. Les forces gouvernementales, apprenant - on aurait stoppé une marche de la faim sur la capitale, entreprise par les mineurs des mines d'étain, laquelle aurait eu pour objectif de renverser le gouvernement et de proclamer une République Socialiste en Bolivie.

Le seul étain constitue 70 % des exportations de la Bolivie, mais les ouvriers reçoivent des salaires extrêmement bas. En pleine guerre, alors que l'étain n'avait pratiquement plus de prix, le gros trust de l'étain Pétino payait les ouvriers 0,30 dollar par jour. Actuellement le salaire moyen des travailleurs est de 8.500 bolivianos par jour, soit 0,75 dollar. Aussi le niveau de vie du peuple bolivien est-il un des plus bas d'Amérique et du monde. La moyenne de vie est de 30 à 35 ans.

Jeudi à Berlin s'est ouverte une conférence scientifique ayant pour thème : l'exploitation et l'oppression des peuples d'Amérique latine par l'impérialisme et les tâches du mouvement de libération nationale de ces peuples ». La conférence devait clore ses travaux samedi.

## LA VISITE DU PRÉSIDENT SOEKARNO EN U. R. S. S.

Le Président de la République d'Indonésie, le Dr Soekarno, est arrivé le 5 juin à Moscou. Il a été reçu à sa descente d'avion par M. Léonid Brejnev et M. Nikita Khrouchtchev. M. Brejnev a déclaré qu'il a la conviction que la visite du Président Soekarno renforcera les liens d'amitié et de coopération entre l'U.R.S.S. et l'Indonésie.

Après avoir remercié l'U.R.S.S. pour l'aide qu'elle apporte à son pays, M. Soekarno a rappelé l'effort fourni par l'Indonésie pour bâtir une société socialiste et véritablement démocratique.

Portugal par l'Allemagne fédérale dans le cadre de « l'aide » de l'O.T. A.N. au gouvernement de Salazar.

Cette affaire des « 10.000 mitrailleries israéliennes » est venue mardi dernier devant le parlement israélien M. Levi Eschkol, président du conseil israélien par intérim, a affirmé qu'aucune arme fabriquée en Israël n'est vendue à l'étranger sans l'accord explicite du gouvernement, qu'aucune arme n'est vendue à un pays ayant l'intention de la revendre et que le gouvernement israélien ne vendra jamais d'armes à un pays en vue de maintenir sa main-mise coloniale. A la suite de ces déclarations, le parlement a décidé de renvoyer à sa commission de la Sécurité l'examen de motions présentées sur cette question par 5 partis, dont deux partis de gauche membres de la coalition gouvernementale.

## FIN DES TRAVAUX DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'U. I. E.

Dans sa résolution, le comité exécutif de l'Union internationale des Etudiants a décidé d'organiser du 16 au 23 août prochain une semaine de solidarité avec la lutte du peuple dominicain contre la tyrannie de Trujillo et d'envoyer une délégation enquêter sur la situation des étudiants en République Dominicaine.

Le comité exécutif appuie le 8<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse et Forum mondial de la jeunesse et exige la révocation du secrétaire général de l'O.N.U., M. Hammarskjöld pour sa complicité dans l'assassinat de M. Patrice Lumumba.

Il se prononce pour la reconnaissance du gouvernement de M. Antoinette Gizenga et condamne le déchaînement des colonialistes portugais en Angola.

Le comité exécutif a décidé qu'un camp international de travail et des chantiers seront créés où travailleront les délégués du Comité. On procédera à la construction d'une école primaire pour 300 élèves de la municipalité et dans les prochains jours s'ouvriront à la Havane les journées internationales d'études sur la lutte contre l'analphabétisme.

## NOUVELLES BRÈVES

- Les gouvernements du Nigeria et de la Tchécoslovaquie ont décidé d'établir des relations diplomatiques entre leurs deux pays, au rang d'ambassade.
- Répondant à l'invitation du gouvernement français M. Houphouët Boigny, Président de la République ivoirienne, a commencé mercredi sa visite officielle de cinq jours en France.
- M. Hubert Maga, chef d'Etat du Dahomey, répondant à l'invitation du gouvernement israélien, effectuera prochainement une visite officielle à Tel-Aviv.
- Une charge de plastic a fait explosion lundi soir, rue Blanche, devant l'immeuble où habitait M. Ahmed Boumendjel, conseiller politique du G.P.R.A. et où résident actuellement sa femme et ses deux

filles. Les dégâts sont importants.

● L'ancien commandant Deroix de Saint-Març, ancien chef du premier régiment de paras de la Légion étrangère qui exécuta les ordres des quatre généraux putschistes d'Alger en avril dernier, a été condamné à 10 ans de détention criminelle.

● Des cinéastes de 27 pays ont jusqu'à présent annoncé leur participation à la quatrième semaine internationale du documentaire et du film de court métrage qui doit avoir lieu cette année du 11 au 19 novembre à Leipzig. Parmi les participants se trouvent des artistes, des producteurs et des représentants de la Guinée, du Ghana, de la République Arabe Unie, de Cuba, du Brésil, de même que de la plupart des pays socialistes et de quelques pays de l'Europe occidentale.



# Nouvelles de l'Etranger

Remous en Amérique Latine

## LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE APRÈS L'ASSASSINAT DU GÉNÉRAL TRUJILLO

Le général Rafael Leonidas Trujillo, dictateur de la « République » Dominicaine, vient d'être assassiné, après avoir tenu ce pays sous le joug durant trente et un ans.

Bien qu'il ait cessé, depuis 1952, de détenir des fonctions officielles, en dehors de celles, toutes théoriques d'ambassadeur auprès de l'O.N.U., le général Trujillo conservait le pouvoir de fait grâce à une garde prétorienne de quelques 5.000 hommes. Dans les campagnes, une armée de 25.000 hommes maintenait l'« ordre ». Enfin, un service secret extrêmement efficace agissait même à l'étranger contre les opposants considérés comme les plus dangereux. Selon des groupements démocrates, 20.000 personnes auraient été assassinées depuis la mise en place du régime.

En juin 1960, un attentat dont Trujillo fut rendu responsable eut pour la République Dominicaine des conséquences sérieuses.

Préparé à Caracas, contre le Président du Venezuela, Romulo Betancourt, il coûta la vie à trois membres de son entourage. Des sanctions allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques furent imposées au début de l'année contre la République Dominicaine par l'Organisation des Etats américains, au sein de laquelle, pour une fois, les délégués des Etats-Unis et de Cuba votèrent ensemble.

Le dictateur Trujillo avait en effet si l'on peut s'exprimer ainsi « passé

Ami des Etats-Unis, Trujillo était déjà compromettant : à la fin, il leur était devenu insupportable et constituant un handicap dans la lutte à mener contre Castro.

Le retour à un régime dictatorial mais féal, indigne non seulement que l'on ait craint au dernier moment un débordement, non seulement de l'intérieur de la République Dominicaine, mais aussi de l'extérieur. En effet, une note du gouvernement guatémaltèque parvenue à l'Organisation des Etats américains aversait cet organisme, peu de temps après l'attentat dont Trujillo a été victime, que « des troupes communistes » se préparaient à envahir le Guatemala, entraînés à cet effet au Mexique dans les propriétés de l'ex-président Lazaro Cardenas. La note du gouvernement guatémaltèque (gouvernement imposé au peuple avec l'aide armée des U.S.A.) rappelait que le Président Jacobo Arbenz, réfugié à la Havane avait déclaré récemment que le Guatemala serait prochainement libéré. D'où l'inquiétude des usurpateurs.

Rappelons qu'au Guatemala, le Président Arbenz, un des rares présidents d'Amérique latine issu véritablement du suffrage populaire, a été chassé par une intervention armée appuyée par l'« United Fruit Co » et qu'on l'a remplacé par des fantômes, dont le premier le colonel Armas fut d'ailleurs assassiné.

Toute cette politique a pour but d'intimider les peuples en Amérique latine, d'armer les régimes à la solde des U.S.A. pour écraser les mouvements révolutionnaires qui risquent à chaque moment d'éclater comme à Cuba, et de renforcer la position des monopoles U.S. qui contrôlent dans les pays d'Amérique du sud 100 % de tous les gisements de cadmium, de molybdène, de vanadium et de mercure, plus de 90 % des gisements de cuivre et de zinc, plus de 80 % des gisements de minerais de fer et de plomb, de l'avenant même du **World Trade Information**

Ami des Etats-Unis, Trujillo était déjà compromettant : à la fin, il leur était devenu insupportable et constituant un handicap dans la lutte à mener contre Castro.

Le retour à un régime dictatorial mais féal, indigne non seulement que l'on ait craint au dernier moment un débordement, non seulement de l'intérieur de la République Dominicaine, mais aussi de l'extérieur. En effet, une note du gouvernement guatémaltèque parvenue à l'Organisation des Etats américains aversait cet organisme, peu de temps après l'attentat dont Trujillo a été victime, que « des troupes communistes » se préparaient à envahir le Guatemala, entraînés à cet effet au Mexique dans les propriétés de l'ex-président Lazaro Cardenas. La note du gouvernement guatémaltèque (gouvernement imposé au peuple avec l'aide armée des U.S.A.) rappelait que le Président Jacobo Arbenz, réfugié à la Havane avait déclaré récemment que le Guatemala serait prochainement libéré. D'où l'inquiétude des usurpateurs.

Rappelons qu'au Guatemala, le Président Arbenz, un des rares présidents d'Amérique latine issu véritablement du suffrage populaire, a été chassé par une intervention armée appuyée par l'« United Fruit Co » et qu'on l'a remplacé par des fantômes, dont le premier le colonel Armas fut d'ailleurs assassiné.

Le conflit qui eut lieu entre le gouvernement Arbenz et l'important trust américain « United Fruit Co » (dont M. Foster Dulles, alors ministre des Affaires étrangères U.S. était actionnaire) naquit, rappelons-le, de l'expropriation de 233.000 arpents laissés en friche par les planteurs. Ceux-ci réclamaient une indemnité de 15.000.000 de dollars ; l'Office de réforme agraire d'Arbenz leur en offrit 594.000, non par dérision, mais en calculant la valeur des terres sur la base des déclarations

ques. Celles-ci prétendaient nationaliser le chemin de fer de Puerto Barrios, propriété privée de la Campagne, bien que construit par l'Etat. Or, l'« I.R.C.A. » a pour conseil la firme juridique « Sullivan et Cromwell dont M. John Foster Dulles — toujours lui — était l'un des vingt et un associés.

Inutile d'ajouter qu'après avoir chassé le gouvernement légal d'Arbenz, la firme américaine a récupéré ses biens et que les salaires qui avaient pu être augmentés grâce aux nationalisations d'Arbenz sont revenus à la « normale ».

Aussi le gouvernement actuel du Guatemala régnant par la grâce des U.S.A., contre la volonté et sur le crainte à juste titre, non pas telle des des guatémaltèques, peut-il craindre à juste titre, non pas tellement une « invasion extérieure de forces communistes » comme il se plaît à le dire, mais plutôt la colère du peuple, et réclame-t-il un renfort d'aide armée de la part de l'O.E.A.

### GÉNÉRAL A TROIS ANS

Le général Rafael Trujillo junior a pris jeudi dernier le commandement des forces armées de la République Dominicaine. Il fut nommé colonel par son père à l'âge de trois ans, général de Brigade à dix ans et ambassadeur à 20 ans.

En 1958, son père l'envoya à l'Ecole d'Etat-Major de Leave au Nord des Etats-Unis, pour lui donner une formation appropriée à son grade. Dans son appartement à Kansas City, il mena une vie mondaine si bien qu'il fut recalé à son examen par les officiers américains. Son père le consola de cet échec en le nommant chef d'Etat-Major général des forces armées de la République Dominicaine.

Satisfait, il mit le cap sur Hollywood où il dépensa en fête et en cadeau 600.000 dollars avant de réintégrer sa mère patrie où l'atten-

Plus de 100.000 personnes avaient défilé auparavant devant la dépouille mortelle de celui qui avait « régné » en personne ou dans la coulisse pendant trente ans sur la République Dominicaine.

Un communiqué des Forces armées dominicaines, nommant le général Juan Tomas Diaz comme l'un des conspirateurs, a annoncé que l'attentat avait été préparé depuis plus de trois mois. Ce même communiqué précise que le lieutenant Amado Garcia Guerrero, l'un des 7 hommes qui ont assassiné le général Trujillo avait été tué le 2 juin par des policiers qui s'apprêtaient à l'arrêter.

### MÉCONTENTEMENT

#### ET INQUIÉTUDE AUX U.S.A.

L'assassinat de Trujillo a provoqué une crise à Washington. Des personnalités officielles affirment que cette crise a atteint son point culminant. Elles ont déclaré que les Etats-Unis s'inquiétaient sérieusement de la protection de leurs ressortissants en République Dominicaine.

Le Département d'Etat a exprimé l'espoir que le peuple dominicain permettra à la République de reprendre son rôle dans le système inter-américain.

M. Lincoln White, porte-parole du Département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis surveillent d'un « œil d'aigle » la possibilité d'une intervention de l'un de ses voisins des Caraïbes en République Dominicaine.

Nous savons que les Etats-Unis et le gouvernement Vénézuélien ont demandé à l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains) d'intervenir et qu'un journal de Caroline du Nord avait fait état de certains mouvements d'unités d'infanterie de marine américaine à prendre



le mur du son » et était devenu pour les U.S.A. un allié gênant sur le plan international. En continuant à couvrir Trujillo, trop ouvertement dictatorial, les Américains risquaient de perdre leur masque déjà très compromis de protecteurs d'un monde « libre ».

Aussi l'assassinat du bourreau du peuple dominicain vient-il se placer dans la logique des choses: le « bienfaiteur » Trujillo (comme il se nommait cyniquement lui-même) sera probablement remplacé par un dictateur d'allure plus « démocrate » et moins compromettant dans le contexte de la lutte que les Etats-Unis mènent toujours sournoisement en vue de « libérer » Cuba.

La fortune personnelle de Trujillo était estimée à 800 millions de dollars : il était propriétaire, directement ou par personnes interposées, de 12 raffineries de sucre (sur les 16 que « possède » le pays) et de 65 % des plantations de canne à sucre.

La disparition de Trujillo ne fera pas oublier pour autant la présence toujours visible de toutes les dictatures que les U.S.A. soutiennent de tout leur poids en Amérique latine sous couleur de « républiques ».

L'aide, en partie militaire, de 67 millions de dollars que l'Amérique a accordée pour 1960-1961 à l'« arrière-cour » (c'est ainsi que l'on qualifie l'Amérique latine au Pentagone) est destinée à assurer la mainmise économique et stratégique sur les voisins du sud par le truchement d'hommes de paille dans le genre de Fuentes au Guatemala, de Sarmozza au Nicaragua, Stressner au Paraguay, etc.

Les bons démocrates américains, aidés de leurs fantoches construisent la route stratégique Trano-Chaco qui leur permet en même temps de s'attribuer le pétrole dudit Chaco.

Comme l'Amérique latine est un réservoir béni qui fournit à bon marché, grâce aux salaires misérables des travailleurs, les 2/5 des matières premières, minérales et agricoles, importées par les U.S.A., il convient de la garder soigneusement sous bonne surveillance : à cet effet « on » construit un petit chapelet de

Service de Washington.

De temps en temps, des « bienfaiteurs » comme Trujillo disparaissent, lorsque la somme, trop écrasante pour le peuple, de leurs « bienfaits » risque de faire sauter la chaudière dont les « bienfaiteurs en chef » yankees tiennent les manettes.

## LE FILS REMPLACE LE PÈRE

Le général Rafael Trujillo junior, fils du dictateur dominicain qui a été assassiné dans la nuit du 30 au 31 mai, vient de se voir attribuer par le gouvernement du Président Balaguer le poste de chef d'Etat-major des forces terrestres, navales et aériennes, postes créés hier à l'issue d'une importante réunion de cabinet.

Le gouvernement dominicain souligne qu'il ne « modifiera pas sa politique », qu'il soutiendra les démocraties occidentales et honorerait les traités conclus.

La décision du Président Balaguer de donner tous les pouvoirs militaires au fils de l'ancien dictateur semble correspondre à une crainte surabondante de la part de Balaguer et des U.S.A. de voir des éléments révolutionnaires déborder les plans du Département d'Etat qui a toujours souhaité remplacer le régime Trujillo par un autre, d'aspect plus « démocratique », sans pour autant laisser le champ libre aux forces — muselées — de gauche.

Or, peu après l'assassinat de Trujillo, l'on annonçait le risque imminent d'importants soulèvements dans les provinces de la Vega et de Moca.

Ayant reçu l'assurance qu'il soutiendrait les « démocraties occidentales », on semble s'être résigné, en dernier lieu à laisser le fils succéder, en fait, au père. Mais alors que Trujillo père, fureux de la condamnation portée contre lui par les Etats américains (après la tentative d'assassinat du Président Bettencourt) avait « rué dans les brancards » et, ne jouant plus le jeu, avait même tenté de « soutenir » Castro, il semble que le fils ait dû donner des assurances de « rentrer dans le rang ».

partes au risc par la doctere en question l'année précédente : la Société U.S. était ainsi prise à son propre piège !

C'est l'ancien ambassadeur U.S. Spruille Braden qui lança l'offensive contre le gouvernement populaire d'Arbenz, réclamant des sanctions contre le Guatemala, en tant que directeur des « Publics Relations » de la « United Fruit ».

L'« International Rail road of central America », filiale de la « United Fruit », avait également à se plaindre des autorités guatémalte-

## QUE SE PASSE-T-IL EN AMÉRIQUE LATINE ?

Neuf carabiniers ont été blessés et trente quatre lycéens arrêtés au cours de graves incidents qui ont éclaté mardi à Santiago du Chili. Les lycéens ont décidé de prolonger de quarante-huit heures leur mouvement de grève. Cette grève semblait avoir pour objet de réclamer une amélioration des conditions de travail pour les étudiants et notamment l'aménagement de nouveaux locaux.

Au Chili, 650.000 jeunes ne sont scolarisés, étant donné le manque de locaux. Du même fait le travail des étudiants en âge d'aller au lycée est rendu extrêmement difficile.

Les lycéens ne sont pas les seuls à être justement mécontents de leur sort au Chili, qui connaît d'autre part une agitation ouvrière larvée. En effet, la plupart des ouvriers chiliens ne gagnent que de quarante à quarante cinq mille pesos par mois. Or le loyer modeste leur enlève déjà dix mille (le loyer moyen étant de trente mille).

La condition des ouvriers des mines de salpêtre, dans le nord du pays, est pire encore. La journée y est de dix à douze heures pour un salaire de mille à deux mille pesos. Dans les mines de charbon le salaire journalier est de mille trois cents pesos.

Le coût de la vie au Chili a augmenté de 50 % depuis deux ans.

Cette somme est à peu près équivalente à l'aide annuelle octroyée par les Etats-Unis à la République Dominicaine.

## GRANDIOSES FUNÉRAILLES

Les funérailles du Général Rafael Trujillo, ancien Président de la République Dominicaine, assasiné la semaine dernière, se sont déroulées le 2 juin dans sa ville natale de San Cristobal, en présence du Président Joachim Balaguer, des membres du gouvernement et du corps diplomatique.

Une délégation de parlementaires brésiliens est arrivée en U.R.S.S. où elle a été reçue jeudi, au Palais du Kremlin, par le Président du Soviet de l'Union Pavel Lobanov ; celui-ci a fait remarquer à cette occasion que l'U.R.S.S. et le Brésil ont en commun la volonté de vivre dans la paix et l'amitié avec tous les pays.

Le chef de la délégation brésilienne Clelio de Lemos, qui est vice-président de la Chambre des députés, a exprimé sa satisfaction pour l'accueil chaleureux réservé par l'U.R.S.S. aux parlementaires brésiliens. Ceux-ci doivent encore se rendre à Minsk et à Leningrad.

Pendant ce temps, à Brasilia, la nouvelle capitale du Brésil, le ministre des Affaires étrangères, M. Altonso Arinos, a qualifié d'utiles pour le maintien de la paix dans le continent américain les pourparlers avec le vice-ministre des Affaires étrangères de Cuba, Carlos Olivares.

« Nos relations avec Cuba, a conclu M. Arinos, s'inspirent du respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Acheter et lire « Horoya »,

C'EST BIEN...

S'y abonner,

C'EST MIEUX !!

Publication dans la nuit des Amériques.

De son côté, la presse de Washington et de New-York note que l'on a versé peu de larmes sur la mort de M. Rafael Trujillo. Le Washington Post montre qu'il « a peut-être mérité son sort ».

Une dépêche de l'agence France-Pressé datée du 5 juin annonçait en dernier lieu que l'ex-général Diaz dénoncé comme l'instigateur du complot contre Trujillo a été abattu par la police à coups de mitraillette alors qu'il sortait de son automobile.

## LES DÉLÉGUÉS DE LA C. G. T. A EVIAN

Le Bureau de la C.G.T. vient de publier à Paris une déclaration soulignant que les représentants du gouvernement français aux négociations d'Evian, ont refusé de recevoir la délégation du 33<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T. qui a récemment terminé ses travaux.

Conformément à la décision adoptée par le 33<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T., une délégation désignée par ce Congrès fut envoyée à Evian pour y rencontrer les représentants de la France et de l'Algérie et leur remettre les appels adoptés par le Congrès, de rétablir le plus vite possible la paix en Algérie sur la base de la reconnaissance au peuple algérien du droit à l'autodétermination. Après le refus des représentants du gouvernement français de recevoir la délégation, elle a été reçue par le maire d'Evian qui a promis de transmettre aux représentants du gouvernement français, le message de la C.G.T. La délégation s'est rendue ensuite à Genève où elle a été reçue par le secrétaire d'Etat du ministère algérien, des Affaires étrangères.



# Nouvelles du Continent africain

## LA RÉSOLUTION AFRO-ASIATIQUE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Suite de la première page

chances d'être adoptée, encore que certaines nations comme les Etats-Unis souhaitaient y apporter encore « quelques modifications » dans le sens que l'on comprend aisément.

Rappelons que cette résolution afro-asiatique, très modeste dans sa formule, nous l'avons déjà dit, condamnée néanmoins les mesures de répression en Angola et demande au gouvernement portugais de coopérer avec le comité d'enquête désigné par l'Assemblée générale.

Le Conseil de Sécurité a donné jeudi satisfaction à la demande des délégations de certains pays asiatiques et africains de leur offrir la possibilité de prendre part à la discussion de la question angolaise.

« Face aux férocités commises par les colonialistes portugais en Angola a déclaré le délégué du Nigeria, ce serait faire preuve de cynisme que de mettre en doute la compétence du Conseil de Sécurité de discuter de la question de l'Angola ». Traitant des affirmations des colonialistes que le mouvement de libération nationale de l'Angola serait communiste, le délégué nigérian a déclaré que ces inventions n'induiront personne en erreur. M. Nguieruma a mis en relief que le Portugal ne pourrait pas se livrer à des représailles contre le peuple angolais sans l'aide de ses amis et alliés de l'O.T.A.N. Il a exigé la cessation de toute aide au Portugal dans la guerre coloniale qu'elle mène en

Angola ». Nous reparlons avec

un esprit honnête ne saurait soutenir, et qui ne vise qu'à permettre au Portugal de continuer à semer mort et désolation dans toute cette région de l'Afrique. Par ailleurs, peut-on raisonnablement penser que la solution d'une guerre qui a déjà coûté la vie à près de 50.000 personnes et qui se poursuit avec férocité, peut être confiée à une commission de cinq personnes, commission dont l'efficacité reste douteuse, si l'on s'en réfère aux exemples qui ont précédé. Et de plus, l'on voit mal comment elle pouvait accomplir sa tâche en Angola, où la guerre fait rage et où le napalm et les bombes anéantissent des villages africains.

L'intervention de Sir Patrick Dean n'est pas le seul indice qu'une manœuvre impérialiste était engagée au Conseil de Sécurité pour rendre inefficace la résolution afro-asiatique.

Un projet d'amendement, déposé par le Chili supprime la condamnation du Portugal. Comme toute solution à la crise angolaise, cet amendement souhaite tout simplement, que « le règlement du problème de l'Angola soit conforme à la Charte de l'ONU ».

Autrement dit, que le monde entier s'en remette à la « bonne foi » du colonialisme portugais, qui aura alors carte blanche pour régler la question angolaise, conformément à la Charte de l'ONU. On ne saurait être plus cynique. Pendant plus de cinq cents ans de colonisation, la

délégué portugais a résumé à nouveau la position du Portugal. Il a réaffirmé que les événements de l'Angola étaient inspirés par l'étranger, que la communauté internationale devrait juger les événements comme des actes de terrorisme et que le Conseil de Sécurité ne devrait pas traiter d'un problème qui concerne l'ordre intérieur et la sécurité d'un Etat membre.

Intervenant ensuite, M. Valérien Zorine, représentant de l'U.R.S.S. a reproché d'abord au délégué du Portugal d'utiliser, en exhibant des photographies, les mêmes artifices théâtraux que ceux dont a fait usage, au moment du débat sur le Congo, le ministre belge des Affaires étrangères, M. Pierre Wigny. Réfutant ensuite les arguments selon lesquels les troubles en Angola dont d'inspiration communiste, M. Zorine a rappelé un passage du discours du Président Kennedy du lundi dernier, dans lequel le Président américain avait souligné qu'il était facile d'attacher automatiquement une étiquette communiste aux mouvements de libération alors que les situations qui avaient suscité ces mouvements n'étaient pas le fait des communistes.

Relevant ensuite le passage du délégué français, M. Armand Béraud, préconisant pour la solution du problème angolais « un dialogue honnête » de préférence à des condamnations, M. Zorine a déclaré, en citant au passage un problème algérien, que « les yeux des colonialistes ne commencent à

Objectif n° 1 de la révolution algérienne

## LA REFORME AGRAIRE

Mercredi dernier, dans une interview au journal égypte **Al Goumhurya**, le ministre de l'intérieur du G.P.R.A., M. Lakdar Ben Tobbal a déclaré : « Nous avons commencé à négocier à Evian pour découvrir et démontrer à tout le monde si ces négociations sont seulement une manœuvre ou si la France cherche réellement à trouver une solution à question algérienne. »

M. Ben Tobbal a souligné que la révolution continuera en Algérie quoiqu'il advienne. « Si les négociations se terminent favorablement, a-t-il ajouté, alors commencera la création de la nouvelle Algérie, laquelle ne peut être conçue sans une réforme agraire totale et une profonde révolution industrielle. »

A propos de la réforme agraire qui constitue un des premiers objectifs de la révolution algérienne, M. Bachir Hadj Ali, dans un article paru dans l'hebdomadaire **France-nouvelle** du 6 juin dernier, trace, le bilan actuel de la situation agraire en Algérie et indique d'une manière générale les mesures qui devraient être prises dans ce domaine. Voici quelques extraits de cet article :

« En Algérie, sur 2.723.000 hectares de terres cultivables, 7.400 petits colons possèdent 23.000 hectares, 8.000 colons moyens possèdent 300.000 hectares, 6.400 gros colons possèdent 2 millions 400.000 hectares. »

« Sur 630.732 propriétaires algériens, on compte : 440.000 fellahs assez pauvres ayant de 1 hectare à 10 hectares (Parmi eux, 106.000 possèdent moins d'un hectare et sont

qui enrichissent monstrueusement les 6.400 gros colons sur la misère des paysans. Sur les 15 à 19 millions d'hectolitres de vin produits chaque année, 1.500 hectolitres seulement sont consommés dans le pays. »

« ...Alors que chaque algérien disposait de 5 quintaux de céréales par an et par personne en 1871, il ne dispose plus aujourd'hui que de 2,5 quintaux. »

« ...Les calculs les plus optimistes estiment à... 20.000 francs (anciens) par an et par personne les ressources moyennes de 5.000.000 d'algériens vivant pour la plupart dans les campagnes. »

**CE QUE DOIT ETRE LA REFORME**

« Les grandes lignes de la réforme agraire sont suivantes :

- 1° Remettre aux bénéficiaires de la réforme les organes de crédits, stockages, coopératives, etc. ;
- 2° Expropriés sans indemnité :
  - a) Les terres de la colonisation terrienne ;
  - b) Les grandes propriétés de la grosse féodalité algérienne ;
  - c) Les domaines appartenant aux propriétaires fonciers qui ont trahi ou acquis ces terres sous l'occupation française par des manœuvres frauduleuses.
- 3° Distribuer gratuitement ces terres :
  - a) Aux ouvriers agricoles, et en priorité à ceux qui ont combattu dans l'A.N.L., ou à leur famille ;
  - b) Aux fellahs insuffisamment pourvus.

ERREURS A EVITER



circospection, a-t-il dit, ceux qui s'intitulent amis des Africains, mais qui en réalité enfoncent leur couteau dans le dos de l'Afrique.

Le représentant de l'Ethiopie, M. Gabre, a exigé l'octroi de l'indépendance à l'Angola et l'appui par le Conseil de Sécurité de la lutte du peuple ce pays pour son indépendance nationale. Le représentant du Mali, M. Traoré, a cité la déclaration suivante d'un officier de l'armée coloniale portugaise illustrant les férociétés des portugais en Angola. Cet officier a déclaré aux représentants d'un journal français : « Nous exterminons encore 100.000 de ces animaux, après la fin de la période des pluies ». Le gouvernement du Mali, a déclaré Traoré, accordera au peuple angolais son appui moral et matériel dans la lutte contre les esclavagistes portugais. Le délégué du Mali a prévenu les puissances occidentales qu'en prêtant leur aide aux colonialistes portugais en Angola, ils se dénoncent devant le monde entier comme complices des crimes en Afrique ». Il a demandé que le Conseil de Sécurité adopte sur la question examinée une décision ferme et non équivoque garantissant l'octroi de l'indépendance au peuple de l'Angola.

Premier orateur à la reprise de séance du Conseil de Sécurité sur l'Angola, Sir Patrick Dean, représentant de la Grande-Bretagne, a estimé vendredi que la résolution déposée par le Libéria, la RAU et Ceylan, n'était pas satisfaisante dans ses termes actuels. « Elle néglige, a-t-il déclaré, l'aspect international du problème, sous la forme d'intervention directe ou indirecte dans les affaires d'un Etat membre ». Le délégué a rap- pelé les réserves de son gouvernement sur la compétence du Conseil dans l'affaire angolaise, ainsi que ses doutes sur le fait que l'attitude du Portugal en Angola menace la paix internationale. Ainsi, la défense d'intérêts égoïstes amène le délégué britan-

gola, comme d'ailleurs dans d'autres pays sous domination portugaise, présente un pieux bilan : 99 % d'illettrés, une mortalité qui bat tous les records du monde, la misère la plus horrible pour les Africains, la terreur, le massacre et le génocide.

Donc des manœuvres impérialistes tendant à empêcher toute solution réelle de l'affaire angolaise ont eu cours au Conseil de Sécurité. Déjà, sans la menace de l'Union Soviétique de recourir à son droit de veto, un projet d'amendement demandant la condamnation des activités militaires des nationalistes angolais aurait été déposé.

Au cours de la séance finale, le

gouvernement portugais a déclaré que lorsqu'ils se trouvent en présence de ceux qu'ils oppriment « et qui ont les armes à la main ».

Le Conseil de Sécurité a ensuite procédé au vote et a adopté la résolution afro-asiatique amendée par le Chili et rejeté l'amendement soviétique. Puis le Conseil de Sécurité s'est ajourné sine die.

Les manœuvres des impérialistes ont donc réussi à édulcorer, avec hélas certaines complications, une grande partie du contenu positif de la résolution afro-asiatique. Cependant, il reste que les initiatives destinées à amender le texte de manière à mettre sur le même plan la lutte des patriotes angolais et les exactions portugaises, ont échoué.

## MOUVEMENT DES FORCES SUD - AFRICAINES VERS LES FRONTIÈRES ANGOLAISES

M. Fouche, ministre de la Défense du gouvernement des afrikanders, a déclaré hier devant le parlement sud-africain que des troupes ont été envoyées à la frontière de l'Angola. Des avions, et des bateaux patrouillent sur les côtes et les frontières, a-t-il ajouté.

Cependant, si Fouche affirme que ce mouvement des forces militaires vers l'Angola a pour but de « protéger la frontière sud-africaine », qui d'ailleurs n'est nullement menacée, l'agence France Presse, qui croit savoir le dessus des cartes, écrit : « De source digne de foi, on confirme que des entretiens secrets ont eu lieu entre chefs militaires portugais et sud-africains. » Fin de citation.

Voilà donc qui jette une lumière supplémentaire sur la génocide qui se prépare en Angola, où le Portugal a déjà à son actif 50.000 morts. Depuis le déclenchement du soulèvement populaire en Angola, le gouvernement sud-africain n'a cessé d'apporter une aide matérielle subs-

tant que lorsqu'ils se trouvent en présence de ceux qu'ils oppriment « et qui ont les armes à la main ».

Le Conseil de Sécurité a ensuite procédé au vote et a adopté la résolution afro-asiatique amendée par le Chili et rejeté l'amendement soviétique. Puis le Conseil de Sécurité s'est ajourné sine die.

Les manœuvres des impérialistes ont donc réussi à édulcorer, avec hélas certaines complications, une grande partie du contenu positif de la résolution afro-asiatique. Cependant, il reste que les initiatives destinées à amender le texte de manière à mettre sur le même plan la lutte des patriotes angolais et les exactions portugaises, ont échoué.

10 algériens tués, 8 policiers et 3 algériens blessés, 80 arrestations, tel est le bilan de la bataille rangée qui a opposé dans les rues de Paris, en pleine nuit de dimanche à lundi des commandos de patriotes algériens et la police parisienne.

Parmi les algériens tués, quatre servaient... dans l'armée française.

Alors qu'à Evian se poursuivent les pourparlers entre les représentants des gouvernements algérien et français, des manifestations ne cessent de se dérouler dans les villes algériennes en faveur du droit du peuple algérien à l'autodétermination. Un cortège funèbre de 10.000

## LE G.P.R.A. A LA CONFÉRENCE DES PAYS NON-ENGAGÉS

Le G.P.R.A. a été invité à prendre part à l'actuelle réunion préparatoire de la prochaine conférence au sommet des pays non-engagés aussi bien qu'à la réunion elle-même. Ainsi en a décidé, par dix voix contre une, la sous-commission constituée mercredi pour trancher la question des invitations.

Dès que la décision fut annoncée, les cinq membres de la délégation du G.P.R.A., qui attendaient à l'extérieur de la salle de la conférence, furent invités à y prendre place, et accueillis par les applaudissements des autres délégués, tandis que le drapeau national algérien était hissé.

réforme étriquée à la mode tunisienne qui ménagerait la plus grosse partie des terres des fеоdaux.

2<sup>o</sup> Le second défaut serait de collectiviser par le haut. Il faut d'abord étancher la soif de terre du fellah pour susciter son ardeur à la productivité, ce qui ne peut être obtenu par la contrainte. Il faut suivre en cela le verset du Coran qui dit : « La terre à ceux qui la font fructifier. »

## MANIFESTATIONS ALGÉRIENNES EN ALGÉRIE ET EN FRANCE

personnes, scandant le mot d'ordre « L'Algérie au peuple algérien ! » a défilé à l'occasion des obsèques d'un participant à une manifestation sensible, tué par la police française.

A Bône, la police a attaqué les manifestants à la bombe lacrymogène et à la grenade. Les Algériens se sont défendus en lançant des pierres et ont dressé une barricade pour faire obstacle aux voitures policières.

Des autos blindées sont alors intervenues : deux algériens ont été tués et une dizaine blessés.

D'autre part les actions terroristes des ultras se poursuivent en Algérie par lesquelles ceux-ci entendent intimider aussi bien les patriotes algériens que les Français qui estiment que le peuple algérien doit décider lui-même de son sort.

## MANIFESTATIONS PATRIOTIQUES

Des manifestations sous le mot d'ordre : « vive le G.P.R.A. » « vive l'Algérie indépendante ! » se sont déroulées mercredi soir dans plusieurs arrondissements d'Alger et sa banlieue. Des drapeaux blancs et verts de la République algérienne ont été hissés sur des maisons. Dans la ville de Soukh Ahras la police a attaqué les manifestants. A Sidi bel Abès et dans d'autres villes des groupes d'algériens ont défilé en criant « Libération nationale ».

## EMEUTES A ZANZIBAR

Le bilan officiel des émeutes qui ont éclaté à Zanzibar lors des élections générales de dimanche 4 juin, s'élève à 50 morts et 306 blessés. Pendant ce temps les autorités coloniales britanniques s'entêtent à envoyer des renforts de plus de 1.500 hommes à Zanzibar pour la répression.



# La Vie dans la Nation

## A PROPOS DU FORUM MONDIAL DE LA JEUNESSE

Suite de la première page

Camara Boubaçar, ministre du Plan, Conakry ;  
Mme Diane Nankoria, ministre de l'Education nationale, responsable nationale de la Jeunesse féminine.

Ce comité est présidé par le camarade Touré Sadan Moussa, tandis que son secrétariat est assuré par les camarades : Yattara Seydouba et Niané Djibrill Tamsir.

Il y a lieu de rappeler que la J.R.D.A. est représentée au sein du comité permanent international du Forum, par un des siens, Soumaré Gouréchy, secrétaire général de la section P.D.G.-R.D.A. de Dinguiray. Ce jeune camarade siège à Moscou depuis 6 mois.

Pour en revenir à la signification du Forum je dirai que c'est une rencontre de jeunes au cours de laquelle seront débattus les problèmes qui préoccupent les générations cardettes du milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

L'idée de tenir un Forum pour discuter des questions qui se posent aux jeunes du monde est entièrement neuve et sans précédent. Son but est d'offrir à toutes les tendances et à toutes les idéologies une tribune pour exprimer leurs points de vue.

Le Forum est différent du Festival, car il est une réunion des jeunes pour une confrontation sérieuse et profonde des opinions. Ce n'est pas non plus un congrès.

Nous sommes à quelques semaines de la grande rencontre dont l'idée a soulevé un grand enthousiasme dans les pays œuvrant honnêtement pour une paix durable, pour un meilleur devenir du genre humain.

Toutes les organisations de jeunes se sont mises en mouvement pour que le Forum atteigne le but qu'il s'est assigné ; toutes les presses s'en sont saisies et déjà de nombreuses correspondances parviennent au siège du Forum.

Des comités de soutien sont créés dans de nombreux pays et les plus attardés envoient à présent leur demande de participation et leur message de sympathie. Le Japon, l'un des pays qui aient le plus souffert du danger de l'armement atomique a été l'un des premiers à constituer un comité national de soutien au Forum.

**Question :** Monsieur le Ministre certaines organisations de jeunes n'accueillent-elles pas ce Forum avec quelques réserves, eu égard au siège du Forum et par la manière dont la publicité s'est faite autour de la rencontre ?

**Réponse :** En Europe occidentale et septentrionale, et en Amérique du Nord où l'intérêt est certain, quelques organisations comme l'Association des Etudiants chrétiens de Hollande ou l'Union nationale des Etudiants américains ont formulé quelques réserves sous forme de suggestion. Elles ont demandé que la liberté entière d'expression soit assurée à chacun, que le nombre des participants soit limité à 700 au maximum, que des résolutions ne soient prises que si l'unanimité des participants en décide. Or, ce sont là les fondements même du Forum. Je vous l'ai dit plus haut.

Les organisations comme l'U.N.E.F. (Union nationale des étudiants de France) qui ont assuré de leur

valetur de cette nouvelle forme de

rencontre des jeunes. Ensuite se tiendront des séances plénières pour rendre compte du déroulement général des discussions et des résultats ou des décisions éventuellement acquies. Enfin parallèlement aux séances officielles de travail, un club du Forum sera ouvert pour permettre aux organisations qui le désirent de se réunir entre elles et de discuter plus particulièrement de leurs relations ; ce club permettra aussi de discuter toutes les questions qui n'ont pu trouver place dans les sujets des commissions et de faire connaître les activités de l'O.N.U. et des institutions spécialisées.

**Question :** Vous avez dit plus haut que certaines organisations avaient suggéré au secrétariat permanent de ne pas dépasser le nombre de 700 participants ; quel est le nombre définitivement arrêté et comment les pays seront-ils représentés au Forum ?

**Réponse :** Le nombre des participants a été effectivement arrêté à 700 afin de permettre à chacun de prendre une part active aux travaux. La norme de représentativité sera établie selon l'importance de chaque pays, selon la qualité de sa préparation au Forum et selon le nombre d'organisations différentes qui s'y trouvent et qui ont demandé à participer à la rencontre.

**Question :** A quelle date et pour quelle durée se tiendra le Forum mondial de la jeunesse ?

**Réponse :** La date précise pour l'ouverture du Forum est le mardi 25 juillet 1961. Il durera jusqu'au 3 août 1961, soit 9 jours. Le Forum a pour siège Moscou.

**Question :** Monsieur le Ministre, quel sera le sujet de notre prochain entretien ?

**Réponse :** Nous traiterons la prochaine fois du programme général

Des camarades du monde artistique et scientifique sont invités à participer aux travaux du Forum, ce sont :

- Traoré Mamadou dit Ray-Autra ;
- Djibrill Niane Tamsir ;
- Touré Fodé Iamine, inspecteur primaire à Labé ;
- Doukouré Wolibo, instituteur adjoint à Ditinn.

**Questions :** Quelles sera la participation des sections du Parti Démocratique de Guinée (P.D.G.) au succès du Forum ?

**Réponse :** Les sections du Parti vont toutes être mobilisées pour populariser au maximum les idées du Forum au sein des couches juvéniles du pays.

Le Parti leur demandera également une participation à l'approvisionnement du fonds de soutien au Forum. Cette aide pourra être faite en objets d'art ou en somme d'argent, ce qui est certain c'est que cette campagne connaîtra un réel succès vu que toute la Jeunesse de notre pays est totalement acquise à l'idée du Forum.

Acheter et lire «HOROYA», C'EST BIEN...

S'y abonner, C'EST MEUX !!

## COUR D'ASSISES

### A CONAKRY

Camara Momo comparait devant la Cour d'Assises inculpé de vol de nuit.

Dans la nuit du 21 avril 1960, Camara Fodé demeurant à Madina, est réveillé la nuit par un bruit insolite, ayant constaté la présence d'un étranger dans sa chambre, il se lève et se mit à sa poursuite, ne réussit pas à l'appréhender mais reconnaît formellement son visiteur nocturne qui n'avait emporté qu'un pantalon contenant la somme de 800 francs.

Arrêté le soir même, Camara Momo reconnut les faits et déclara avoir abandonné le pantalon mais qu'il avait utilisé les 800 francs à des fins personnelles. Il s'était introduit dans les lieux en soulevant les crochets fermant la porte à l'intérieur, après avoir passé la main par une fente.

A l'audience de la Cour, l'accusé n'est plus aussi affirmatif, prétendant n'avoir reconnu les faits que sous la pression des sévices infligés par la police.

Pour le ministère public, les faits sont simples et constants.

M<sup>e</sup> Dejean, dans sa plaidoirie demande l'indulgence du Jury car, pour lui, il s'agit là, non d'une affaire criminelle, mais d'une affaire relevant du Tribunal correctionnel.

Après en avoir délibéré, le Jury populaire revient avec un verdict assez modéré : 2 ans de prison.

## LES SPORTS

### PROCHAINES RENCONTRES SPORTIVES FOOT-BALL

Comptant toujours pour la

Les arbitres de Gueckédou, Kissidoungou ainsi désignés sont en même temps délégués de la



groupuscules fascistes ou racistes qui ne tiennent compte d'aucun des principes démocratiques de la Charte des Nations Unies.

Le Forum recevra donc tous les jeunes qui aspirent à la Paix en vue de renforcer leur solidarité et leur compréhension, de poursuivre l'action commune pour la conquête ou le maintien de l'indépendance nationale, et pour la coexistence pacifique.

Le but du Forum n'est pas obligatoirement de prendre des décisions de voter des résolutions, il n'en adoptera que si l'unanimité des participants en décidait ainsi.

## L'EXIL

Un matin, le roi Dankaran Touman réunit le conseil. Il annonça son intention d'envoyer une ambassade au puissant roi de Sosso, Soumaoro Kanté ; pour une mission aussi délicate il avait pensé à Balla Fasséké, le fils de Doua, griot de son frère. Le conseil approuva la décision du roi, l'ambassade fut constituée et Balla Fasséké en fut le chef.

C'était une manière très habile d'enlever à Soundjata le griot que son père lui avait donné. Djata était à la chasse et quand il revint le soir, Sogolon Kedjou lui apprit la nouvelle. L'ambassade était partie le matin même. Soundjata entra dans une colère épouvantable.

— « Quoi ! m'enlever le griot que mon père m'a donné ! Non il me rendra mon griot. »

— « Arrête, dit Sogolon, laisse faire. C'est Sassouma qui agit ainsi, mais elle ne sait pas qu'elle obéit à un ordre supérieur. »

— « Viens avec moi, dit Soundjata à son frère Manding Bory. »

Et les deux sortirent. Djata bouscula les gardes de la maison de Dankaran Touman ; il était tellement en colère qu'il ne put articuler un mot. C'est Manding Bory qui parla :

— « Frère Dankaran Touman, tu nous as enlevé notre part d'héritage. Chaque prince a eu son griot. Tu as enlevé Balla Fasséké, il avait tou-

adhesion de principe, ou l'Union nationale des étudiants britannique dont l'attitude paraît favorable, ont fait savoir qu'elles ne pourront toutefois prendre une décision définitive qu'après les réunions de leurs organismes dirigeants ; cette décision sera connue avant le Forum.

**Question :** Voudriez-vous nous dire quelques mots sur le déroulement du Forum ?

**Réponse :** Des premiers renseignements reçus du secrétariat permanent, le Forum se déroulera de la façon suivante :

Il s'ouvrira par un discours du secrétariat sur la signification et la

du Forum et des questions à poser lopper par la délégation guinéenne.

**Question :** Monsieur le Ministre voudriez-vous bien nous donner la liste des camarades composant la délégation guinéenne ?

**Réponse :** Les camarades invités par le B.P.N. pour représenter la

Guinée sont :

— Bangoura Kanfory, chef de la délégation ;

— Touré Sandan Moussa ;

— Yansanne Sékou Mouké ;

— Mme Bah née Diallo Aminar-tou ;

— Diallo Seydou, proviseur du Lycée de Labé.

# SOUNDJATA ou l'épopée Mandingue

suite de notre feuilleton

jours été le griot de Djata. Et puisque tu ne veux plus nous sentir Manding et nous irons loin d'ici.

— « Mais je reviendrai, ajouta avec force le fils de Sogolon. Je reviendrai, tu m'entends ? »

— « Tu sais que tu pars, répondit le roi, mais tu ne sais pas si tu reviendras. »

— « Je reviendrai, tu m'entends, repartit Djata. » Le ton était catégorique. Un frisson parcourut tout le corps du roi, Dankaran-Touman tremblait de tous ses membres ; les deux princes sortirent ; la reine-mère alertée accourut, elle trouva son fils effondré.

— « Mère, il part, mais il dit qu'il reviendra. Mais pourquoi part-il ; je veux lui rendre son griot, moi ; pourquoi part-il ? »

— « Oui, il restera puisque tu le veux. Mais alors cède-lui le trône, toi qui tremble devant les menaces d'un enfant de dix ans. Cède-lui ta place puisque tu ne peux pas régner. Moi je vais retourner au village de mes parents, je ne pourrai pas vivre sous la tyrannie du fils de Sogolon. J'irai finir mes jours auprès de mes

parents et je dirai que j'ai eu un fils qui a peur de régner. »

Sassouma se lamenta si bien que Dankaran Touman se découvrit soudain une âme de fer ; maintenant il voulait la mort de ses frères ; eh bien qu'ils partent ! tant pis, et qu'il ne les rencontre plus sur son chemin ! Il régnera. Seul. Car le pouvoir ne souffre pas de partage.

Ainsi Sogolon et ses enfants ont connu l'exil.

par TANSIR DJIBRIL NIANE

Pauvres de nous ! Nous croyons nuire à notre prochain alors que nous travaillons dans le sens même du destin.

Notre action n'est pas nous, car elle nous est commandée.

Sassouma Béréty s'est cru victorieux, car Sogolon et ses enfants ont fui le Manding ! Leurs pieds ont labouré la poussière des chemins. Ils ont subi des injures que connaissent ceux qui partent de leur patrie ;

demi-finale de la coupe P.D.G., les rencontres suivantes auront lieu en football :

**DIMANCHE 15 JUIN**

Espoir Kankan, contre Espoir Gueckédou à Kankan.

Arbitre : M. Faber.

Délégués : MM. Zinsou et Bangoura Pathé.

Sénior Kissidougou contre Senior Gueckédou à Kissidougou.

Arbitre : Gadiro.

Cadets Gueckédou contre Cadets Kankan à Gueckédou.

Arbitre : Kourouma Youssouf.

des portes se sont fermées devant eux ; des rois les ont chassés de leur cour.

Mais tout cela était dans le grand destin de Djata. Sept années sont passées, sept hivernages se sont succédés et l'oubli est entré dans l'esprit des hommes, mais le temps, d'un pas égal a marché : les lunes ont succédé aux lunes dans le même ciel ; les fleuves dans leur lit ont continué leur course interminable.

Sept années sont passées et Soundjata a grandi. Son corps est devenu vigoureux, les malheurs ont donné la sagesse à son esprit. Il est devenu un homme ; Sogolon a senti le poids de l'âge et de la bosse s'accroître sur ces épaules tandis que Djata, tel un jeune arbre, s'élançait vers le ciel.

Partis de Niani, Sogolon et ses enfants s'étaient arrêtés à Djedeba chez le roi Mansa Konkon le grand sorcier ; Djedeba était une ville sur le Djoliba à deux jours de Niani ; le roi les reçut avec un peu de méfiance. Mais partout l'étranger a droit à l'hospitalité, Sogolon et ses enfants furent logés dans l'enceinte

Fédération, ils doivent à ce titre, télégraphier les résultats des rencontres à la Fédération et adresser la feuille des matches et la recette à la Fédération.

## PHILATELISTES

Le ministre des Postes et Télécommunications porte à la connaissance des philatélistes qu'il mettra en vente dans tous les bureaux de postes de la République, le 12 juin 1961, des timbres « réfugiés » avec surtaxe, de 35 et 70 francs.

même du roi et pendant deux mois Soundjata et Manding Bory se mélerent aux jeux des enfants du roi, une nuit que les enfants jouaient aux osselets devant le palais, au clair de lune, la fille du roi, qui n'avait que douze ans, dit à Manding Bory :

— « Tu sais que mon père est un grand sorcier. »

— « Ah oui ? fit l'innocent Manding Bory. »

— « Oui, comment, tu ne le savais pas ? Eh bien sa puissance réside dans le jeu de wori ; tu sais jouer au wori. »

— « Mon frère lui, est un grand sorcier. »

— « Sans doute, il n'égale pas mon père. »

— « Mais comment ? Ton père joue-t-il au wori ? »

A ce moment Sogolon appela ses enfants car la lune venait de se coucher.

— « Maman nous appelle, dit Soundjata qui se tenait à l'écart, viens Manding Bory. Si je ne me trompe, tu aimes la fille de Mansa Konkon ? »

— « Oui frère, mais sache que pour conduire une vache à l'étable il suffit de prendre le veau. »

— « Certes, la vache suivra le ravisseur. Mais de la prudence, si la vache est furtiveuse, tant pis pour le ravisseur. »

(A suivre)



# Nouvelles de la Capitale

## ÉCHANGE DE DIPLOMATES ENTRE LA GUINÉE ET LE NIGERIA

Les gouvernements de la Fédération du Nigeria et de la République de Guinée ont conclu des accords en vue d'échanger des missions diplomatiques au niveau d'ambassades, dans les capitales des deux pays.

Le premier ministre de la Fédération du Nigeria a donné son accord à la nomination de son Excellence Nathaniel Adepeyin Martins, actuel ambassadeur du Nigeria à Morovia, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du gouvernement de la République de Guinée, sur la recommandation du président de la République de Guinée.

De son côté, le Président de la République de Guinée a donné son accord à la nomination de son Excellence Nathaniel Adepeyin Martins, actuel ambassadeur du Nigeria à Morovia, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du gouvernement de la République de Guinée, sur la recommandation du premier ministre de la Fédération du Nigeria.

## COURRIER

### Postez vos Correspondances

- **SAMEDI**  
Pour Freetown, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
- **DIMANCHE**  
Pour Robertfield, recommandés à 10 heures, ordinaires à 10 h 30.  
Pour Freetown recommandés à 10 h 00, ordinaires à 10 h 30.
- **LUNDI**  
Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Ouagadougou, Niamey, recommandés à 9 heures, ordinaires à 9 h 30.  
Pour Las-Palmas, Casablanca, Alger, Tunis, Genève, Prague

## Les émissions de la Radiodiffusion Nationale

### ÉMISSIONS DE LA SEMAINE

**Ondes tropicales :**  
de 6 h 00 à 8 h 00 et de 18 h 00 à 22 h 00  
4910 kc

**Ondes courtes :**  
de 12 h 00 à 13 h 30  
7125 kc

**Ondes moyennes :**  
214 m  
1403 kc

Matin, midi et soir

### ÉMISSIONS DU SAMEDI

**Ondes tropicales :**  
de 6 h 00 à 8 h 00 et de 16 h 00 à 23 h 00  
4910 kc

**Ondes courtes :**  
de 12 h 00 à 13 h 30  
7125 kc

**Ondes moyennes :**  
214 m  
1403 kc

Matin, midi et soir

### ÉMISSIONS DU DIMANCHE

**Ondes tropicales :**  
de 9 h 00 à 14 h 00  
4910 kc

**Ondes courtes :**  
de 16 h 00 à 22 h 30  
7125 kc

**Ondes moyennes :**  
214 m  
1403 kc

Main et soir.

### Bulletins d'Informations en français

6 h 15 - 7 h 00 - 12 h 45  
18 h 15 - 20 h 00 - 21 h 50

**Bulletins en langues nationales**  
Lundi - Mercredi - Vendredi :  
Soussou 18 h 30  
Foula 18 h 55  
Malinké 19 h 20  
Mardi - Jeudi - Samedi :  
Kissi 18 h 30  
Toma 18 h 55

## MARÉES

### SAMEDI 10 JUIN

Haute mer matin 5 h 56  
soir 18 h 11  
Basse mer soir 12 h 03

### DIMANCHE 11 JUIN

Haute mer matin 6 h 43  
soir 18 h 56  
Basse mer matin 0 h 27  
soir 12 h 50

### LUNDI 12 JUIN

Haute mer matin 7 h 26  
soir 19 h 37  
Basse mer matin 1 h 11  
soir 13 h 35

### MARDI 13 JUIN

Haute mer matin 8 h 06  
soir 20 h 16  
Basse mer matin 1 h 50  
soir 14 h 15

## ÉTAT CIVIL du 8 au 9 Juin 1961 NAISSANCES

- Yayi de Camara Kémoko et de Diakité Fatou ;
- Safiatou de Kaba Mamadi et de Kaba Adama ;
- Fanta de Sanoh Kabiné et de Souaré Bintou ;
- Bangali de Soumah Abdou et de Camara Yalihan
- Fodéba de Touré Ansoumne et de Camara Mariama ;
- Ambata de méita Alpha et de Sylla Aïssata ;
- Fatou de Diakité Fodé et de Camara Binti ;
- Aïssata de Diaby Baba et de Condé Koumba ;
- Yacouba de Touré Ibrahim et de N'Diaye Mahilde ;

## IN MEMORIAM

« Albert Fowler n'est plus ».

Cruellement atroce dans sa nudité et sa vérocité, la nouvelle nous est parvenue sous la forme d'un télégramme de notre ambassade à Paris.

« Albert Fowler n'est plus ».

Depuis jeudi nos lecteurs ont également appris le deuil qui frappe le personnel du ministère de l'Information et du Tourisme.

Albert Fowler est né le 18 juin 1921 à Conakry. Ses études et ses dispositions l'ont conduit tout naturellement malgré de nombreuses difficultés, vers la carrière de journaliste-reporter.

Après un stage à la « Soratom », Albert Jacques était affecté à la Radiodiffusion guinéenne, en qualité d'animateur de programme.

Il s'attire bien vite l'estime de ses dirigeants et de ses collègues. Le grand public, le connaît bientôt sous le nom d'Albert-Jacques.

Le référendum du 28 Septembre 1958, le trouve en congé. Dès la proclamation de la République de Guinée, il rejoint immédiatement Conakry où il se voit confié la direction de la Radiodiffusion nationale.

Quelques mois après, il est appelé au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Information en qualité de chef de cabinet, puis affecté au ministère des Affaires étrangères pour s'occu-

per de la section Presse et Documentation.

C'est là, qu'il a commencé à ressentir les premiers symptômes du mal qui allait avoir raison de sa ténacité.

Peu après, il est nommé par décret présidentiel chef de cabinet au ministère de l'Information et du Tourisme. Il ne rejoindra malheureusement pas son poste, car il est hospitalisé quelques jours après et évacué sur l'hôpital Necker à Paris. De là, il a été dirigé sur Evian où il s'est éteint, loin de sa patrie et de sa famille.

Albert Jacques a été un fonctionnaire digne, soucieux de l'ordre et de la discipline. C'était un journaliste intègre et engagé. C'était un excellent radio-reporter. C'était également et surtout, un homme droit et juste, un militant convaincu et un compagnon que la Radiodiffusion nationale et nos services d'Information pleurent avec émotion.

« Albert Jacques n'est plus ».

Certes si physiquement notre Compagnon n'est plus, si la Parque cruelle, de ses ciseaux maléfiques a mis fin à ses jours, il n'en reste pas moins que le souvenir d'Albert Jacques restera gravé dans nos mémoires, aussi bien dans celles de ceux qui ont été ses confrères, que dans celles combien plus nombreuses, des auditeurs de Radio-Guinée.

## UNE MISSION MÉDICALE VIETNAMIENNE A CONAKRY

Une délégation médicale de la République Démocratique du Vietnam est arrivée jeudi à Conakry. Elle est conduite par le Dr Vo To, chef du département d'hygiène et d'épidémiologie du Ministère vietnamien de la Santé.

Auparavant, la délégation avait

## UNE DÉLÉGATION CORÉENNE EN GUINÉE

Jeudi matin en fin de matinée, une délégation gouvernementale de bonne volonté de la République Populaire Démocratique de Corée, est arrivée à Conakry conduite par son Excellence Li Il Kyung, ministre de



Pour Roberstfield, Abidjan, Lomé, Douala, Cotonou, Lagos, Accra, Bobo, Niamey, Kissidougou et N'Zérékoré, recommandés à 16 h 30, ordinaires à 17 heures.

**MARDI**  
Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Abidjan, recommandés à 8 h 00, ordinaires à 8 h 30.  
Pour Bathurst, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.  
Pour Boké, Labé et Kankan, recommandés à 16 h 00, ordinaires à 16 h 30.

**Bulletins en langues africaines**  
Créole anglais Samedi 17 h 30  
Créole portugais Dimanche 12 h 10  
Ouolof Dimanche 19 h 00  
Bambara Dimanche 19 h 30  
Mandjake Dimanche 12 h 25

**Bulletins en langues étrangères**  
Anglais : tous les soirs après le Journal parlé de 20 h 00  
Portugais : Dimanche à 12 h 00

**Avis et communiqués quotidiens**  
Tous les jours à 12 h 30 et 19 h 50  
**Chroniques politiques et éducatives**  
Lundi : Soussou à 19 h 40  
Mardi : Fouta à 19 h 40  
Mercredi : Malinké à 19 h 40  
Jeudi : Kissi à 19 h 40  
Vendredi : Toma à 19 h 40  
Samedi : Guézé à 19 h 40

**PETITES ANNONCES**

**LA SOCIÉTÉ GUINEENNE DES PNEUMATIQUES MICHELIN**  
communiqué :

A compter du 1<sup>er</sup> juin 1961 nos bureaux seront transférés à l'adresse suivante :  
Immeuble « La Paternelle » (rez-de-chaussée)  
Télé. 24-79 - Télégr. PNEUMICLIN  
Boîte postale 394

Acheter et lire « Horoya »,  
C'EST BIEN...  
S'y abonner,  
C'EST MEUX !!

RÉGIE NATIONALE  
DE L'IMPRIMERIE DE GUINÉE

**LES SPECTACLES**

**OU IREZ - VOUS CE SOIR**

**DEMAIN ET APRÈS ?...**  
AU PALACE

**SAMEDI 10 JUIN :** Le Frelon des mers - Sous le signe de Rome  
**DIMANCHE 11 JUIN :** Au fil de l'épée - Dernier rivaige.  
**LUNDI 12 JUIN :** Enquête spéciale - Sous le signe de Rome.

Michel de Fouquieres Ministre de l'Intérieur

Arouna de Soumah Ali et de Camara Elisabeth  
Sayon de Traoré N'Faly et de Sibbé Boyé ;  
Mohamed de Traoré Fodé et de Fofana Fatoumata ;  
Assény de Camara Fodé et de Saïh Yellihan ;  
Maballé de Sylla Seni et de Marie.

**MARIAGES**

Soumah Morlye avec Soumah Mamayimbé ;  
Senanoux Antoine avec Amoussou Françoise ;  
Sylla Mamadouba avec Camara Marie  
Camara Kémoko avec Yansané Yaya ;  
Fernandez Soriba avec Camara Thérèse ;  
Kéïta Karamoko avec Camara Sayongbé ;  
Diallo Souleymane avec Diallo Hassanadou ;  
Kéïta Mamadouba avec Camara Mahawa ;  
Camara Mamadouba avec Touré Fatoumata ;  
Sylla Souleymane avec Bangoura Aïssata  
Camara Jean Mare avec Camara Mahilde ;  
Camara Moussa avec Touré Aïssata ;  
Dièye Massamba avec Dièye Fatou.

**DÉCÈS**

Tounkara Nansouma 1 an ;  
Kotougui Moly 3 jours ;  
Sakho Mandian 65 ans.

**L'INFORMATION AU SERVICE DU PEUPLE ET DE SA RÉVOLUTION**

visité la République du Mali où elle a eu des entretiens techniques avec les responsables maliens de la santé. A son arrivée à Conakry, elle a été saluée par M. Touré Ansoumane, directeur du cabinet du ministre de la Santé publique et de la Population et par plusieurs personnalités de ce département.  
Elle avait également à l'aéroport M. Camara Sana, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères et l'ambassadeur de la République Démocratique du Vietnam en Guinée, son Excellence N'Guyen Thuong.

**TOUT LE MONDE DEVRAIT SERVIR LE PARTI ET PERSONNE NE DEVRAIT SE SERVIR DE LUI**

l'Education générale, la délégation comprend cinq autres membres. Elle a été accueillie à sa descente d'avion par le chef du Protocole de la République, M. André Sassone et M. Coulibali Waféré chef de cabinet du ministère du Commerce.

**TRAFFIC AÉRIEN**

SAMEDI	
<b>Arrivées :</b>	Air-France ..... à 15 h 50 de Dakar 18 h 20 de Freetown
<b>Départs :</b>	Air-France ..... à 16 h 30 pour Freetown 19 h 05 pour Dakar
DIMANCHE	
<b>Arrivée :</b>	K.L.M. .... à 11 h 50 d'Amsterdam, Zurich, Cassa et Las-Palmas
<b>Départ :</b>	K.L.M. .... à 12 h 30 pour Roberstfield
LUNDI	
<b>Arrivées :</b>	Air-France ..... à 7 h 35 de Dakar 10 h 45 de Freetown
<b>Départs :</b>	K.L.M. .... à 15 h 20 de Roberstfield
<b>Arrivées :</b>	Air-France ..... à 8 h 25 pour Freetown 11 h 35 pour Dakar
<b>Départs :</b>	K.L.M. .... à 16 h 00 pour Las-Palmas, Cassa, Zurich et Amsterdam
MARDI	
<b>Arrivées :</b>	Air-France ..... à 7 h 35 de Dakar U.A.T. .... à 9 h 50 de Paris, Marseille, Bamako et Freetown Air-Ghana ..... à 14 h 50 d'Accra, Abidjan, Roberstfield et Freetown Air-Guinée ..... à 17 h 40 de N'Zérékoré, Kissidougou et Kankan
<b>Départs :</b>	Air-France ..... à 8 h 25 pour Roberstfield et Abidjan Air-Guinée ..... à 9 h 00 pour Kankan, Kissidougou et N'Zérékoré U.A.T. .... à 10 h 20 pour Dakar Air-Guinée ..... à 15 h 15 pour Bathurst



Organe  
tri-hebdomadaire  
d'information  
édité par la Régie  
Nationale  
de l'Agence Guinéenne  
de Presse

# FOROXA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES  
SAMEDI 10 JUIN 1961

PRIX  
25 francs le Numéro

ABONNEMENT

1 an	3 000
6 mois	2 000
3 mois	1 000
Abonnement de soutien	5 000

No 21 - 1<sup>re</sup> ANNÉE

## ÉDITORIAL

### ENFONCER LE CLOU

Unité africaine. Solidarité africaine. Tout le monde en parle, à tel point qu'en prononçant ces mots, on paraît se complaire dans les lieux communs. Et cependant, il y a unité et unité, solidarité et solidarité.

Lorsque des dirigeants africains, « sacrifiant l'authenticité au nombre », se refusent à envisager les problèmes de notre continent sous son angle véritable, victimes qu'ils sont de la satellisation néo-colonialiste, et qu'ils prétendent néanmoins parler d'unité et de solidarité, on est en droit de se demander de quelle unité et de quelle solidarité il s'agit, et avec qui, si ce n'est contre les intérêts supérieurs et réels de l'Afrique.

Quand on a souscrit, au cours d'une conférence d'inspiration et d'orientation purement africaines, à des résolutions concernant l'avenir de l'Afrique et engageant les participants, les déclarations ultérieures

### A PROPOS DE L'ANGOLA

## UNE ACTION INTERNATIONALE CONCRÈTE ET VIGoureuse En vue de mettre fin au génocide, de faire respecter la Charte des Nations-Unies et les légitimes aspirations des populations angolaises

Le Bureau Politique National du P.D.G. et le gouvernement de la République,

Conscients du danger que représente pour le maintien de la paix dans le monde la politique de guerre pratiquée en Angola par le Portugal, Conscients également de la collusion établie entre le gouvernement portugais et le gouvernement raciste d'Afrique du Sud, ainsi que de l'aide occulte apportée à la guerre d'extermination engagée par le Portugal contre le peuple angolais, lesquelles sont indissociables de la politique de reconquête coloniale et néo-colonialiste dont l'Afrique est victime, en Algérie, au Congo, à Zanzibar, au Kenya et en Rhodésie notamment,

Un appel de la Guinée aux chefs d'États d'Afrique, d'Asie et des pays épris de paix et de justice, pour

Lancer un pressant appel aux chefs d'États d'Afrique et d'Asie en particulier pour qu'une action concertée rapide soit entreprise afin de faire échec à l'action d'extermination de l'armée portugaise en Angola.

Demandent à tous les chefs d'États épris de paix et de justice d'engager une action internationale vigoureuse pour amener le gouvernement du Portugal à respecter la Charte des Nations Unies, en faisant droit aux légitimes aspirations des populations angolaises.

Attirent l'attention des pays signataires de la Charte de Casablanca et de tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine sur la signification réelle des guerres d'ap-

parence limitées qui ravagent de plus en plus l'Afrique et dont la multiplication a de toute évidence pour finalité d'inclure par la force l'Afrique à la politique des blocs.

Le Bureau Politique National du P.D.G. et le gouvernement entendent réaffirmer aux populations martyres de l'Angola, l'entier soutien du peuple et du gouvernement guinéen, ainsi que leur détermination de tout mettre en œuvre pour leur rapide et entière libération.

### LES INSPECTIONS DU B. P. N.

La tournée d'inscription politique entreprise par la direction nationale du Parti Démocratique de Guinée dans les sections de Conakry, continuera samedi 10 et dimanche 11 juin 1961 par la visite aux heures ci-après des comités suivants de Conakry-I.

SAMEDI 10 JUIN  
Tumbo-I ..... 16 h  
Tumbo-II ..... 16 h 30

### Le problème angolais au Conseil de Sécurité LA RÉSOLUTION AFRO-ASIATIQUE ADOPTÉE DANS SES GRANDES LIGNES

Les débats du Conseil de Sécurité sur l'Angola avaient repris mercredi 7 juin dans l'après-midi par l'intervention du délégué ciné-galais. Après avoir dénoncé l'action du Portugal en Afrique comme mettant en péril la paix du monde, il a attaqué les arguments présentés mardi dernier par le délégué portugais. Les trouvant des plus minces et des plus légers, il a affirmé que le Conseil de Sécurité est parfaitement habilité à examiner la situation en Angola. Il a exhorté les membres du Conseil à voter une résolution afro-asiatique — assez modérée d'ailleurs — qui « déplore profondément les massacres et les sévères mesures répressives en Angola ». Il a ensuite soutenu la création d'une commission d'enquête de cinq nations pour étudier la situation.

Le premier orateur inscrit jeudi fut le délégué du Ghana, M. Quaison-Sackay. Traitant le Portugal d'État esclavagiste, accusant ses alliés de l'O.T.A.N. de fournir des armes à un colonialisme de l'espèce la plus odieuse. Le représentant ghanéen s'est écrié : « que le Portugal soit expulsé de



neurs, sous quelque pas de raison.

**La République de Guinée** avait publiquement exposé sa position officielle au sujet du drame congolais. Il y a une semaine, elle faisait connaître la signification que revêtent pour elle les négociations franco-algériennes d'Evian. Enfin, c'est la déclaration sur l'Angola que l'on pourra lire ci-contre.

Dans tous ces documents, la République de Guinée réaffirme solennellement sa vocation à l'unité et à la solidarité africaines et sa volonté de contribuer au progrès et à la paix dans le monde.

L'action déterminante de la délégation guinéenne à la récente conférence syndicale pan-africaine de Casablanca est une nouvelle preuve. Car, la comme ailleurs, il fallut faire face, avec une vigilance et une énergie à toute épreuve, aux manœuvres sournoises de diversion et de corruption entreprises par les agents d'organisations internationales. Ceux-ci, soutenus par des hommes de paille africains dont ils ont su se ménager la complicité, ne cherchaient qu'à maintenir le syndicalisme africain sous la sempiternelle obédience d'organisations qui ne représentent elles-mêmes que les intérêts néo-colonialistes.

Fidèle à son idéal et à ses objectifs, la révolution guinéenne entend démontrer par des actes concrets aux Africains sceptiques ou complexes, que l'indépendance totale et l'unité de l'Afrique — les vraies — sont les seuls moyens d'une réhabilitation complète et de sa contribution efficiente au bonheur de l'humanité.

KEN.

La Culture, a accordé à un reporter de la Radiodiffusion nationale l'interview suivante :

**Question :** Voudriez-vous Monsieur le Ministre nous dire quelques mots sur le Forum mondial de la jeunesse dont nous avons entendu parler depuis le mois d'Avril.

**Réponse :** Le Forum mondial de la jeunesse est convoqué sur l'initiative du Comité des Organisations de la jeunesse de l'U.R.S.S. Il se tiendra à Moscou du 25 juillet au 3 août prochains. Tous les mouvements de jeunesse du monde y sont cordialement invités sans discrimination d'aucun ordre. Ce sera à coup sûr la plus grande rencontre internationale de jeunes de notre époque.

La Jeunesse du Rassemblement Démocratique Africain qui est une jeunesse engagée a déjà donné son adhésion totale à l'esprit du Forum. Elle sera présente au rendez-vous et fera entendre sa voix sur les graves problèmes qui se posent aux jeunes du monde entier. La J.R.D.A. exprime déjà sa conviction que cette importante manifestation internationale favorisera :

— Le renforcement de la coopération entre les Nations ;  
— L'amitié et la compréhension entre les jeunes du monde ;  
— La lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme ;  
— La lutte pour la paix contre la guerre froide.

Et c'est pour répondre aux exigences du Forum que la J.R.D.A. a créé auprès du ministère de la Jeunesse, des Arts et de la Culture un Comité préparatoire pour le Forum composé de :

MM. Yattara Seydouba, chef du service de la Jeunesse scolaire et universitaire ;  
Kourouma Laye, secrétaire général du comité régional de Conakry-I ;  
Camara Boubacar, secrétaire général du comité régional de Conakry-I ;  
Yansané Sékou, proviseur du collège court de Conakry, membre de la Commission littéraire ;  
Bangoura Kanfory, directeur de cabinet du ministère du Travail, responsable national

du département des Arts et de la Culture ;

Niane Djibrill Tamsir, proviseur du Lycée classique de Conakry, membre de la Commission littéraire ;

Touré Sadan Moussa, juge d'instruction à Conakry, membre de la Commission nationale des arts et de la culture ;  
Mme Jeanne Martin, responsable nationale de la Jeunesse féminine ;  
MM. Cissé, Sékou, P. et T., Conakry, membre de la Commission nationale d'action économique et sociale ;

● Suite page 3

## Billet du jour

*Faire profiter ses voisins des avantages dont on dispose soi-même, part certes d'un bon naturel. Leur permettre par exemple d'écouter, grâce à votre poste récepteur de T.S.F. la diffusion des informations, est un acte de solidarité civique, que chacun apprécie à sa juste valeur.*

*Mais, comme en tout, l'excès nuit. Et il n'est fait obligation à aucun citoyen de suivre intégralement, bon gré mal gré, tous les programmes diffusés par les nombreux postes émetteurs qui nous environnent.*

*A partir de certaines heures donc, et à moins qu'il ne s'agisse de cas d'intérêt national, ou de circonstances exceptionnelles, il convient de respecter les heures de repos d'autrui, donc de mettre en sourdine certains postes de T.S.F. qui ont par trop tendance à jouer les haut-parleurs publics à des heures indues.*

*Il en est de même pour certaines manifestations, qui se prolongent parfois, en semaine sans heures valables, jusqu'à des heures tardives.*

*Alors, pitié pour ceux qui travaillent et qui ont à se lever tôt. Solidarité, Solidarité !*

T. S. F. .... 17 h  
Téminéaye-II ..... 18 h  
Téminéaye-I ..... 18 h 30

### DIMANCHE 11 JUIN

Coronthe-I ..... 15 h  
Coronthe-II ..... 15 h 30  
Coronthe-III ..... 16 h  
Cité ..... 16 h 30  
Couléwondy-II ..... 17 h  
Couléwondy-I ..... 17 h 30

l'O.T.A.N. et sa politique s'effondrerait, car c'est de cette alliance qu'elle obtient appuis et moyens lui permettant de maintenir son oppression ». Et M. Quaison-Sackay devait pour conclure, mettre le Conseil de Sécurité en garde contre tout attermoisement ou toute demi-mesure, faute de quoi « un conflit ouvert éclaterait entre le Portugal et les Etats africains ».

Jedi soir, la résolution présentée conjointement par le Nigéria, Ceylan et la R.A.U. avait de fortes

● Suite page 4

## Aujourd'hui

# DOUZIÈME SÉANCE DES POURPARLERS D'EVIAN

La Conférence d'Evian a tenu jeudi après-midi sa onzième séance. La réunion suivante a eu lieu ce samedi matin. Les deux délégations ont entamé la seconde phase de la Conférence, laquelle doit permettre éventuellement de dégager des perspectives communes sur le problème de l'autodétermination des populations algériennes.

Le 20 juin prochain, la Conférence franco-algérienne devra avoir trouvé un nouveau siège. Le gouvernement français s'est en effet engagé auprès des hôteliers d'Evian à ce que ceux-ci puissent profiter dans des conditions normales de la « saison ». Comme le changement de lieu risque d'apporter un certain flottement dans les pourparlers, les délégués du F.L.N. en profiteraient, selon l'A.F.P., pour regagner Tunis, prendre contact avec le G.P.R.A. et peut-être tenir une réunion du Conseil national de la révolution algérienne.

On rappelle d'autre part que le 20 juin marque la fin de la période d'un mois prévue de façon unilatérale par le gouvernement français, pour l'interruption des opérations offensives (?) en Algérie. Celle-ci doit alors être suspendue ou au

contraire prolongée suivant l'évolution de la situation.

En marge d'Evian citons un commentaire du journal Paris-Jour de Jeudi :

« Les Français ne veulent pas d'un nouveau Melun, l'échec de Melun leur ayant causé un tort considérable sur le plan international... Les Algériens n'en sont pas davantage partisans... L'ajournement pourrait donc être accepté, d'un commun accord. La négociation reprendrait dans quelques semaines ou dans quelques mois, des commissions symboliques maintenant les contacts. Mais toutes ces prévisions peuvent encore être démenties par le général de Gaulle lui-même : on n'exclut pas de sa part des déclarations susceptibles de modifier profondément la situation. »

Dans quel sens ? Nous avons été accoutumés à entendre tant de déclarations creuses, que nous avons bien du mal à nous faire quelques illusions. Un fait est certain, c'est qu'aucune nouvelle mystification, avec l'aide ou non de la magie des mots, ne réussira à détourner les représentants authentiques du peuple algérien, de leurs objectifs majeurs.